

CHRONIQUES ALTERNATIVES INTERNATIONALES

# **L'humanitaire, avec ou sans frontières**

Rony Brauman

2009

*Alternatives Internationales, n°43, septembre 2009.*

Le *Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) a été créé par Médecins sans frontières en 1999. Sa vocation : stimuler la réflexion critique sur les pratiques de l'association afin d'en améliorer l'action.

Le Crash réalise des études et analyses portant sur l'action de MSF dans son environnement immédiat. Elaborées à partir des cadres et de l'expérience de l'association, ces textes ne représentent pas la « ligne du parti » MSF, pas plus qu'ils ne cherchent à défendre une conception du « vrai humanitaire ». Leur ambition est au contraire de contribuer au débat sur les enjeux, contraintes, limites – et par conséquent dilemmes – de l'action humanitaire. Les critiques, remarques et suggestions sont plus que bienvenues, elles sont attendues.

The *Centre de reflexion sur l'action et les savoirs humanitaires* (CRASH) was created by Médecins Sans Frontières in 1999. Its objective is to encourage debate and critical reflexion on the humanitarian practices of the association.

The Crash carries out in-depth studies and analyses of MSF's activities. This work is based on the framework and experience of the association. In no way, however, do these texts lay down the 'MSF party line', nor do they seek to defend the idea of 'true humanitarianism'. On the contrary, the objective is to contribute to debate on the challenges, constraints and limits –as well as the subsequent dilemmas- of humanitarian action. Any criticisms, remarks or suggestions are most welcome.

# Humanitaire, avec ou sans frontières

Rony Brauman

Les organisations humanitaires sont sur la défensive. Expulsion de treize d'entre elles du Darfour en mars dernier, enlèvements et attaques de leur personnel en Somalie, suspension des activités nutritionnelles de MSF (France) au Niger, difficultés d'accès aux victimes lors de l'assaut final contre la guérilla des "Tigres" au Sri-Lanka... cette liste n'est bien entendu pas exhaustive et l'inquiétude quant au rétrécissement de leur espace d'action se comprend. La tentation est grande, dès lors, de regrouper tous ces obstacles en un seul et d'opposer un présent hostile à un passé rayonnant. S'il est vrai que les difficultés ne manquent pas, conclure à la mise hors-jeu de l'action humanitaire serait céder au mythe d'un "âge d'or" de l'humanitaire et au discours décliniste qui en est le corollaire. Il est plus utile, pour la compréhension et donc pour l'action, d'examiner en quoi ces faits se rapprochent et se distinguent, mais aussi les changements en profondeur qu'ils recèlent.

Relevons dans un premier temps que les années 1990 furent un moment de gloire de l'ONU, marqué par la multiplication des opérations de maintien ou de renforcement de la paix et l'expansion dans ce cadre de l'action des ONG. Selon toute vraisemblance, cette parenthèse est en train de se refermer. Plutôt que de déplorer cette perte, il nous faut d'abord constater que cet âge d'or est en réalité l'autre nom du sentiment de toute-puissance que contient en germe l'esprit de bienfaisance. Dans le contexte de la fin de la guerre froide, il fut promu par des discours variés mais convergents : néolibéraux et tiers-mondistes, "droits-de-l'hommes" et humanitaires célébraient les vertus des "*magic bullets*", ces fusils à tirer dans les coins que seraient les ONG. Rares étaient ceux qui s'interrogeaient sur cette prétention intenable, ou prêtaient attention à l'hostilité sourde suscitée par les grands déploiements de 4x4 et de jeunes gens venant faire la leçon à des sociétés entières. À ce titre, les mésaventures de l'Arche de Zoé sont plus qu'une dérive, un symptôme. C'est dans une large mesure cette illusion de grandeur qui est ébranlée aujourd'hui. Il n'y a pas lieu de le regretter.

Notons également que si les gouvernements nigérien et soudanais ont pris des mesures de rétorsion à l'encontre de certaines ONG, ils n'ont pas pour autant renoncé à leur propres responsabilités dans le domaine de l'assistance à leurs populations. Les moyens et les buts ne sont assurément pas les mêmes mais, bien qu'inférieure en quantité et parfois en qualité, l'aide arrive et l'on n'a pas encore constaté de catastrophe résultant de l'éviction d'une partie des intervenants étrangers. Sauf à considérer que seuls des occidentaux sont légitimes à conduire des opérations de secours, il n'est pas indécent de se réjouir de cette appropriation partielle de l'assistance par des États.

Ne sous-estimons pas, pour finir, les effets politiques du discours interventionniste de certaines ONG.. Le 29 juillet dernier, 22 d'entre elles réclamaient le renforcement du contingent de casques bleus du Darfour avec des hélicoptères et des moyens lourds ; d'autres auparavant faisaient campagne pour la protection effective des civils par les troupes des Nations unies au Congo Kinshasa. On pourrait multiplier les exemples d'ONG appelant à la mise en oeuvre de moyens militaires et policiers, donc à l'exercice de la violence alors que leur raison d'être est le secours et le soin. On est plus proche ici de la « mission civilisatrice » de l'occident que de l'aide humanitaire dans un monde post-colonial et il y a quelque inconséquence à s'étonner des crispations que suscitent de telles positions.

Les pratiques humanitaires n'ont cessé d'évoluer et nous ne sommes pas à la fin de l'histoire. Résumer les déboires actuels à un recul de la (bonne) raison humanitaire devant les assauts de la (mauvaise) raison d'État serait manquer l'essentiel, à savoir la nécessité impérieuse d'une

reconfiguration desdites pratiques dans un contexte de retour des souverainetés étatiques dont rien ne dit qu'il se fait exclusivement pour le pire.